

## LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mercredi 4 décembre 2013

# Hollande à Bangui : la France en Centrafrique, ou le centre en français ?

Chien Guevara

## 1. Actualité

L'intervention de la France en République centrafricaine est imminente. Le pays, « au bord du génocide » selon le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a sombré dans le chaos depuis le renversement, le 24 mars dernier, du régime de François Bozizé par Michel Djotodia, le chef de la coalition rebelle Séléka, accusée de perpétrer des violences à caractère confessionnel. Actuellement, environ 410 soldats français - dont 180 parachutistes du 8e RPIMA de Castres (Tarn) qui ont pris leurs quartiers dans la ville de Boali - sont basés du côté de l'aéroport de Bangui, notamment pour assurer la protection du millier de ressortissants français en Centrafrique.

Ce contingent sera donc porté à un millier très prochainement, a annoncé hier le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Ce sera, a priori selon le ministre, « pour une période brève, de l'ordre de six mois à peu près », afin de rétablir l'ordre en appui d'une force panafricaine qui compte actuellement 2 500 hommes, sur un total prévu de 3 600. Mais elle peine à atteindre son effectif plein et manque cruellement de moyens.

Pour autant, la France prend soin de souligner qu'elle est « en appui » et qu'elle ne réédite pas en Centrafrique, ex-colonie, son intervention armée du début de l'année au Mali, qui visait à neutraliser des groupes islamistes armés.

Paris apparaît cependant, comme au Mali, à la manœuvre et sur tous les fronts, diplomatique comme militaire. Du coup, la réponse à la résolution déposée, lundi, par Paris au Conseil de sécurité de l'ONU ne saurait tarder. Pour rappel, cette résolution vise à renforcer la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca) déjà présente, avec la perspective de la transformer en force de l'ONU de maintien de la paix. Elle est de fait placée sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU, qui prévoit le recours à la force dans un pays où les violences oscillent entre « conflit religieux et ethnique », entre chrétiens et musulmans. Jusqu'à présent plusieurs pays, notamment les États-Unis ou la Grande-Bretagne, sont réticents à financer une nouvelle opération en Afrique.

## 2. Etat des lieux

La République centrafricaine est un de ces pays où le temps s'est arrêté. On dit même, ici à Bangui, la capitale, que l'horloge a reculé de 40 ans. Selon la Fondation Mo Ibrahim sur la bonne gouvernance, la Centrafrique est, avec le

Tchad, le Congo démocratique, l'Érythrée et la Somalie, en tête de liste des États en déliquescence du continent et de la planète.

En fait, entre ces cinq pays, il faut même faire une distinction : d'un côté la Somalie, toujours en proie à l'anarchie et au terrorisme, et la Centrafrique sur le point d'y ressembler, et de l'autre côté, les trois autres qui tentent avec des fortunes diverses de se reconstruire.

La Centrafrique est aux prises depuis vingt ans avec une instabilité politique et militaire chronique. De rébellions militaires en coups d'État, d'insurrections rebelles en interventions étrangères, le pays ne fait que s'enfoncer, malgré une présence internationale permanente. La Centrafrique détient le record du monde pour le déploiement de forces de maintien de la paix : onze missions depuis 1998, et l'ONU en prépare une douzième. Malgré cela, rien n'y fait. Les élites se disputent le pouvoir et les quelques richesses sans aucune considération pour les quatre millions de Centrafricains. Dès qu'un groupe prend le pouvoir, il donne naissance à une rébellion qui le déloge, et ce groupe est à son tour délogé quelques années plus tard.

Ce cycle infernal a conduit la Centrafrique là où elle est présentement. En août dernier, de passage à Bangui, un représentant de l'ONU a résumé en quelques mots l'ampleur du désastre : « L'État n'existe tout simplement pas en dehors de la capitale. Au-delà de Bangui, il n'y a ni police, ni système judiciaire, ni services sociaux. La sécurité est pratiquement inexistante et la population vit dans un état de peur permanent », déclarait-il.

Le dernier groupe rebelle à avoir pris le pouvoir, la coalition Séléka, a tout dévasté sur son passage lors de sa marche sur la capitale en mars dernier. Les préfectures, les écoles, les églises, ont été pillées et brûlées, tout comme les archives. L'ONU, présente au pays depuis treize ans, n'a pas été en mesure de stopper la descente aux enfers.

En fait, la République centrafricaine, un non-Etat au cœur du continent, est en train de sombrer dans le chaos, entre rebelles et milices hors de contrôle et des dizaines de milliers d'habitants réfugiés dans les forêts, fuyant les massacres pour tomber dans la faim et la maladie. Les organisations humanitaires présentes, comme Médecins sans frontières ce mardi, appellent à l'aide.

Un « porte avions » au cœur de l'Afrique

La RCA n'a jamais réellement eu d'État depuis son accession à l'indépendance il y a un demi-siècle. La France n'a pas aidé, orchestrant les coups d'État comme les couronnements d'empereurs, pour protéger des bases militaires dans un pays considéré comme un « porte avions » au centre de l'Afrique.

Livrée à elle-même, la population a répondu du mieux qu'elle pouvait en organisant les milices paysannes, les fameux anti-balaka (anti-machettes). Il y a déjà eu des affrontements violents et des centaines de morts. Aujourd'hui, on parle d'un conflit interethnique entre chrétiens et musulmans. Rien n'est plus faux. Les deux groupes ethniques sont victimes d'un même ennemi : la coalition Seleka, qui a pris le pouvoir dans l'indifférence de la communauté internationale.

Lundi dernier (25 novembre, NDLR), le vice-secrétaire général des Nations

Unies, Jan Eliasson a agité à son tour le spectre d'un « conflit ethnique et religieux » et a appelé à une réaction rapide et décisive pour éviter que la situation n'échappe à tout contrôle, ce qui représenterait un terreau fertile aux extrémistes et aux groupes armés.

### 3. Historique de la colonisation

Quant à la durée de l'opération, il faudrait un miracle pour que dans les six mois, les forces africaines soient prêts à prendre le relais et assurer à la Centrafrique la stabilité qui lui manque pour tenter de bâtir -enfin- un Etat digne de ce nom.

La France, un vague souvenir...

Pour l'heure, il y a urgence, même si l'emploi du mot « génocide » à Paris comme à New York crée un malaise : rien ne prouve, jusqu'ici, la volonté d'extermination d'un camp sur l'autre, qu'il soit ethnique ou religieux, comme ce fut le cas au Rwanda par exemple.

Pour le meilleur comme pour le pire, c'est un pays que Paris connaît bien. Ce fut même une caricature de ce que l'on appelait jadis la « Françafrique ». Un Etat où la France faisait et défaisait les régimes. Remplaçant des dictateurs en cours d'émancipation par d'autres hommes qui lui étaient redevables. On a bien noté les visites mystérieuses ces derniers mois à Bangui de Claude Guéant et de Jean-Christophe Mitterrand, deux figures d'une « Françafrique » moribonde. Mais nous n'en sommes plus là.

#### **De l'ère coloniale à l'ère néocoloniale**

Le colonialisme français, qui s'est partagé le pays avec le colonialisme belge dès 1885 avant de s'en emparer totalement en 1905 et dont il ne faut jamais oublier qu'il avait conquis le pays « pour y apporter la civilisation », y amena la guerre, les populations refusant, en particulier de 1928 à 1931, le travail forcé imposé par les colons. Le travail et sa valeur ne constituent-ils pas pourtant les éléments fondamentaux de la civilisation moderne ? Mais allez faire comprendre cela à l'« homme africain qui n'est pas assez entré dans l'histoire »...

Pillant allègrement les richesses agricoles, minières, forestières et animales ainsi que la force de travail gratuite des populations locales, le colonialisme français ne construisit aucune base industrielle.

L'indépendance toute formelle proclamée en 1960 marqua le passage de l'ère du colonialisme à celle du néocolonialisme avec l'insertion du pays dans la Francafrique. Outre ses richesses exploitées et potentielles, la RCA avait le malheur d'occuper une position géostratégique peu commune en Afrique. Située au cœur du continent, elle allait abriter d'importantes bases militaires françaises et jouer le rôle de porte-avions lors des nombreuses interventions militaires françaises dans la région (Tchad, Congo...).

En dépit de la proclamation de l'indépendance, le colonialisme français n'a jamais quitté le pays. Avant même l'indépendance, Barthélémy Boganda, « père de l'indépendance » proclamée dès 1958, fut opportunément assassiné. Le candidat soutenu par Paris, David Dacko, brûlera la politesse au successeur attendu de Boganda et deviendra le premier président de la

République. Wikipédia nous apprend que ce président « instaure très vite un régime dictatorial et commet l'erreur de se rapprocher de la Chine. Cela déplaît à la France qui veut garder son influence sur ce pays riche en uranium et à l'importance stratégique primordiale du fait de sa position centrale sur le continent africain. La France se décide alors à soutenir le chef d'état-major de l'armée centrafricaine, Jean-Bedel Bokassa. » Paris continuera, jusqu'à ce jour, à jouer un rôle politique de tout premier plan, faisant et défaisant allègrement tous les présidents. Quant à la Chine, il semble, comme nous le verrons plus loin, qu'elle persiste à constituer un facteur de déplaisir pour la France en RCA.

## 4. Ressources naturelles locales

A l'image de nombreux autres pays du continent, la République Centrafricaine (RCA) n'est pas dénuée de ressources naturelles. Cela n'empêche pas le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de la classer en 2005 parmi les États les plus pauvres de la planète puisqu'elle occupe la 171<sup>e</sup> place sur 177 selon le classement de l'Indicateur de développement humain (IDH)... Des mines d'or et de diamants au potentiel énorme, mais aussi de mercure, d'uranium et de fer sont pourtant exploitées alors que les recherches de pétrole semblent prometteuses.

Sur le plan agricole qui contribue à hauteur de plus de 65% au PIB du pays, on cultive du manioc, des bananes, du maïs, du café, du tabac, du coton, de la canne à sucre... L'absence de réelle politique d'investissement dans le secteur agricole empêche toutefois la RCA d'exploiter au mieux ces cultures alors même qu'elle pourrait, en particulier, développer les rendements en matière d'exploitation du coton et de la canne à sucre.

Une autre ressource majeure de la RCA est constituée par la forêt qui couvre 3,8 millions d'hectares dont 3 millions sont exploitables. Disposant d'essences précieuses telles que les arbres Sapelli, Sipo et Kosipo... particulièrement recherchés pour la menuiserie (contreplaqué, fabrication de meubles...) et qui s'ajoutent à l'exploitation traditionnelle de l'hévéa depuis la colonisation, l'exploitation forestière contribue à hauteur de 10% au PIB du pays.

## 5. Implantation française en Centrafrique

Les échanges commerciaux (52 M€) sont peu importants et les entreprises françaises peu nombreuses, mais la France reste le premier investisseur en RCA et a su, dans un contexte difficile, nouer des partenariats notamment dans les secteurs des services aux entreprises, des industries manufacturières, du commerce et des services bancaires.

En dépit de l'instabilité politique et des risques sécuritaires, Air France, Bolloré (logistique et transport fluvial), Castel (boissons et sucre), Total (stockage et distribution des produits pétroliers), CFAO (distribution automobile) ont maintenu leurs implantations en RCA. L'arrivée en 2007 de France Télécom dans la téléphonie mobile marque un certain intérêt des investisseurs français. Les pillages consécutifs à la prise de Bangui par les

rebelles le 24 mars ont fortement perturbé l'activité des entreprises françaises.

Alors qu'Areva avait signé un accord avec le gouvernement centrafricain le 1er août 2008 pour l'exploitation du gisement d'uranium de Bakouma (Est), les nombreuses difficultés (éloignement du gisement, mise au point du procédé de traitement du minerai, fourniture d'énergie, insécurité) et la baisse des cours mondiaux d'uranium à la suite de la catastrophe de Fukushima ont conduit Areva à suspendre ce projet.

Un demi-siècle après la soi-disant indépendance, les « peuples entrepreneurs » – incarnés par une poignée de firmes occidentales soutenues par la Banque mondiale – ne se privent guère, en effet, d'exploiter l'or africain et de bouleverser le mode de vie des populations locales : cadences infernales, normes de sécurité inexistantes, mouvements syndicaux réprimés, pollution catastrophique, etc.

Ces firmes privées, tentaculaires, exploitent aujourd'hui 80 % des gigantesques gisements africains. Liées à des trafiquants d'armes, à la famille Bush, à la CIA ou au lobby nucléaire, on les retrouve au Mali, au Ghana, en Tanzanie, en Afrique du Sud et jusque dans les régions en conflit – comme en République démocratique du Congo –, où elles soutiennent parfois des mouvements armés. Elles sont si puissantes que l'ONU renonce à les sanctionner. Leurs bénéficiaires sont rapatriés dans des paradis fiscaux, tandis que les pays africains riches en or ne cessent de s'appauvrir... »

Le secteur privé étranger domine donc toute l'économie du pays, y compris dans les transports. Le transport fluvial (fleuves Oubangui, Sangha, Mpoko, Bamingui, Ouaka, Kotto...) constitue le mode principal de transport dans le pays. Dans ce domaine, « l'Agence française de développement » se vante d'octroyer une subvention au gouvernement centrafricain en vue de réhabiliter le parc de pousseurs et de barges. Elle se targue également de financer « un dispositif d'assistance technique auprès du service commun d'entretien des voies navigables » ainsi que « la construction dans la zone forestière du Sud-Ouest de deux ponts sur les fleuves Lobaye et M'Baéré [... et] la reconstruction ou la réhabilitation de 4 ouvrages de franchissement... ». Mais cette aide, que d'aucuns pourraient naïvement considérer comme désintéressée, n'a été possible que par « la privatisation de la Société centrafricaine de transport fluvial (Socatraf), qui assure le transport sur l'Oubangui entre Kinshasa, Brazzaville et Bangui, et la signature d'un contrat d'affermage entre le Groupe Bolloré et l'Etat ». Le Groupe Bolloré appartient à l'ami de l'ancien président Nicolas Sarkozy : Vincent Bolloré. Ce groupe contrôle une bonne partie des chemins de fer et des ports d'Afrique de l'ouest qui servent entre autre à l'évacuation du produit de l'exploitation forestière du Cameroun, du Gabon, de Centrafrique et d'ailleurs. Cela n'a bien évidemment aucun rapport avec la Francafrique. Ainsi, la Banque mondiale et le FMI, par le biais de plans d'ajustement structurels (PAS), obligent les gouvernements africains (souvent complices) à privatiser-brader leurs entreprises publiques que des groupes rapaces rachètent à vil prix pour mieux s'assurer une position monopolistique sur les chaînes de transport et quelques activités hautement rentables en amont (tabac, forêts...).

Rivé, comme nombre de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale au

Franc CFA, le pays supporte le poids important de la dette sur le budget national. Cela a favorisé la venue des bailleurs de fonds internationaux (UE, Banque mondiale, FMI...).

### **Les nouveaux habits roses du néocolonialisme français**

Le quotidien parisien Le Monde rapportait dans son édition du 28 décembre 2012 que le président François Hollande, réagissant à l'avancée des rebelles centrafricains qui menaçaient de renverser le président François Bozizé à Bangui, avait déclaré : « Si nous sommes présents, ce n'est pas pour protéger un régime, c'est pour protéger nos ressortissants et nos intérêts et en aucune façon pour intervenir dans les affaires intérieures d'un pays, en l'occurrence la Centrafrique ». « Ce temps-là est terminé », a ajouté le président français. Qui peut accorder un quelconque crédit à ces déclarations ? Il est de notoriété publique que le président Hollande et son gouvernement ne remettent nullement en cause les fondamentaux du néocolonialisme en RCA comme dans l'ensemble des pays de la Francafrique.

## **6. Les mensonges et la conclusion**

Pour la troisième fois cette année, François Hollande s'apprête à ordonner une intervention militaire à l'étranger. Après le Mali en janvier, la Syrie en septembre qui n'a finalement pas eu lieu pour les raisons que l'on connaît, un millier de soldats français sont sur le point d'être envoyés en République centrafricaine.

François Hollande est donc solidement installé dans son rôle de Commandant en chef où on l'attendait le moins, faisant preuve de la détermination et de l'autorité dont l'opinion juge qu'elles lui font défaut dans les affaires nationales.

Au plus bas dans les sondages, le président ne peut attendre aucun « bénéfice » politique immédiat d'une telle opération militaire. Celle du Mali, globalement réussie même si les forces françaises sont contraintes de se maintenir plus longtemps que prévu, ne lui a apporté qu'une petite éclaircie d'image, mais n'a rien changé dans l'opinion.

L'enjeu de cette intervention au cœur de l'Afrique est ailleurs : il est dans le « retour » de la France sur le continent noir, après des décennies d'ingérence (« Françafrique ») suivies d'une période de relative indifférence ou de profondes maladresses (« l'homme africain n'est pas entré dans l'histoire » - Sarkozy à Dakar en 2008).

La France interviendra donc militairement. Mais en faveur de qui ? D'un gouvernement lui-même issu d'un putsch. La France n'est pas à une contradiction près. En revanche, lorsque des intérêts économiques majeurs sont en jeu, la logique est remise au placard. Comme on peut le lire sur le site officiel du ministère des affaires étrangères, l'Élysée a directement en ligne de mire les ressources naturelles de son ancienne colonie : « En dépit de l'instabilité politique et des risques sécuritaires, Air France, Bolloré (logistique et transport fluvial), Castel (boissons et sucre), Total (stockage et

distribution des produits pétroliers), CFAO (distribution automobile) ont maintenu leurs implantations en RCA. L'arrivée en 2007 de France Télécom dans la téléphonie mobile marque un certain intérêt des investisseurs français. Les pillages consécutifs à la prise de Bangui par les rebelles le 24 mars ont fortement perturbé l'activité des entreprises françaises ». Grâce à l'intervention militaire, la France peut maintenant achever le sien.

Derrière les grands et nobles mots de démocratie, de développement et de liberté, les grandes puissances impérialistes continuent de piller l'Afrique et d'ensanglanter ses peuples. Il est temps que ces derniers se lèvent, prennent leurs affaires en main et entament en comptant sur leurs propres forces un nouveau cycle de libération des liens d'allégeance néocoloniaux.

### **Sources :**

- <http://www.rue89.com/2013/11/26/pourquoi-francois-hollande-envoie-trou...>
- <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-13106.html>
- <http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/11/27/centrafrique-questions-...>
- <http://www.ladepeche.fr/article/2013/11/27/1762023-centrafrique-la-fra...>
- <http://www.lanation.info/Centrafrique-de-l-ere-coloniale-a-l-ere-neoco...>
- <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/republique-centrafrica...>
- <http://www.resistance-politique.fr/article-republique-centrafricaine-l...>

L'article dans sa niche : **[Hollande à Bangui : la France en Centrafrique, ou le centre en français ?](#)**

<http://forget.e-monsite.com/pages/hollande-a-bangui-la-france-en-centr...>

<http://forget.e-monsite.com/pages/hollande-a-bangui-la-france-en-centrafrique-et-ou-le-centre-en-francafrique.html>

<http://www.legrandsoir.info/hollande-a-bangui-la-france-en-centrafrique-ou-le-centre-en-francafrique.html>